



Cahiers d'Asie centrale

15/16 | 2007

Les islamistes d'Asie centrale : un défi aux États indépendants ?

Mars 2005 au Kirghizistan : « révolution des tulipes » ou alternance violente ?

Thomas Huet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/109>

ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Boccard

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 340-351

ISBN : 978-2-7068-1986-5

ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Thomas Huet, « Mars 2005 au Kirghizistan : « révolution des tulipes » ou alternance violente ? », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 15/16 | 2007, mis en ligne le 22 avril 2009, consulté le 25 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/109>

A. Notes et documents

Thomas HUET

Mars 2005 au Kirghizistan : « révolution pacifique » ou alternance violente ?

Depuis 2003, trois pays de la CEI¹ ont connu ce que les médias occidentaux ont appelé des « révolutions pacifiques », ou « révolutions de couleurs », qui ont mis à bas les dirigeants au pouvoir depuis la chute de l'empire soviétique, voire déjà à la tête du parti communiste national avant 1991. Il s'agit là non seulement d'une accélération dans le rythme des alternances politiques dans la région, mais aussi d'une nouvelle forme d'alternance. Avant la révolution géorgienne en 2003, deux pays de la CEI, seulement, avaient connu un changement à la tête de l'État : la Russie, avec la passation de pouvoir entre Boris Eltsine et Vladimir Poutine, et l'Azerbaïdjan où Haydar Aliiev a nommé son fils Ilham Aliiev à la tête de l'État peu avant sa mort. Une alternance brutale, et dans laquelle la population est un des acteurs de premier plan, est donc un fait nouveau dans la région. Le phénomène de la « révolution pacifique » devient alors un nouvel objet d'analyse dans le cadre des études sur les transitions postsoviétiques.

Cette étude se propose d'examiner en détail l'expérience kirghize de la révolution pacifique en essayant de la comprendre à travers des facteurs internes et structurels de la société kirghize, afin de déterminer s'il est fondé de concevoir cet événement comme une révolution populaire. Une étude² du déroulement interne des émeutes de février et mars 2005 au Kirghizistan, qui ont mis à bas en quelques heures le pouvoir d'Akaev, ainsi que de leurs conséquences permet en effet de mettre en doute cette vision largement

répandue dans les médias aussi bien occidentaux que russes ou centre-asiatiques. Pour autant, le printemps kirghiz n'a pas été sans conséquences sur la vie politique kirghize comme sur la relation de la population à la politique.

Révolution dans le Sud et émeutes dans le Nord : les deux temps de la révolution

Dans leurs déroulements même, les événements de février et mars 2005 au Kirghizistan renvoient à une réalité locale très ancrée dans le pays : la différence entre le Nord et le Sud du pays. Que ce soit dans la succession des événements ou dans la perception de la population, il semble que la révolution kirghize ait connu deux temps bien distincts, qu'un rapide descriptif chronologique des faits met facilement en évidence. Les protestations qui ont amené à la chute d'Akaev ont eu comme point de départ — comme prétexte verrons-nous plus tard — les élections parlementaires qui se sont tenues entre février et mars, et plus précisément, la dénonciation de fraudes électorales. L'agitation politique³ avait débuté quelque temps auparavant, avec la formation de deux partis d'opposition⁴ avant les élections qui avaient signé un accord de partenariat pour l'occasion.

Dès le premier jour des élections⁵, les protestations ont commencé dans le Sud du pays face aux fraudes électorales explicites. Après le deuxième tour, le 13 mars, et face à la victoire sans appel de l'équipe au pouvoir, le mécontentement augmente, et les manifestations se font plus nombreuses. Le 15 mars, l'opposition organise un grand congrès à Jalal-Abad, qui réunit entre 5 000 et 15 000 personnes, pour demander à Akaev de ne pas se présenter aux élections présidentielles prévues pour octobre. À partir de là, les manifestations s'organisent et les occupations de places publiques se multiplient. Si des manifestations ont eu lieu dans tout le pays, c'est dans le Sud que l'agitation a été la plus grande. À Och par exemple, des yourtes sont installées sur la place principale de la ville, face au palais du gouverneur régional, permettant aux manifestants d'être présents sur place en continu. Loin de s'essouffler, les manifestants deviennent petit à petit de plus en plus entreprenants. Le 16 mars, ceux-ci prennent le palais du gouverneur à Och et à Jalal-Abad, et les routes reliant Bichkek et le Sud sont coupées par des manifestants. Afin d'éviter tout débordement, les opposants mettent en place un système de milice privée, chargée d'empêcher tout pillage et d'encadrer les manifestants. Les forces de l'ordre, par contre, se font discrètes, à l'exception de la prise d'assaut du palais du gouverneur

d'Och par les troupes d'élites. L'ambiance est cependant assez tendue, entre les manifestants et certains partisans du président Akaev qui organisent à leurs tours des manifestations de soutien, sans pour autant que cela dégénère en violence. La plupart des commerces en outre ferme boutique par peur des pillages, et la majorité de la population craint des débordements, en particulier sous l'influence des médias locaux qui retransmettent des informations alarmistes sur la situation dans le pays.

Après près de deux semaines de manifestations dans le Sud, un grand *meeting* est organisé à Bichkek le 24 mars, à l'appel de tous les opposants, auquel entre 4 000 et 5 000 personnes ont participé. Contrairement à ce qui est envisagé par les organisateurs du rassemblement, qui se préparent à occuper la place durant plusieurs jours, avec dans l'idée de suivre l'exemple de la révolution ukrainienne — pendant laquelle la place centrale de Kiev a été occupée pendant plusieurs semaines par des milliers de manifestants —, il a suffi de quelques heures pour que le palais présidentiel soit occupé et que le régime soit renversé. C'est l'arrivée des cinquante manifestants d'Och, pour la plupart des gros bras du club sportif d'Och tenu par l'opposant Erkinbaev, qui accéléra les choses. Ceux-ci cherchaient à entrer le plus vite possible et par quelque moyen que ce soit dans le palais présidentiel. En près de quarante minutes, ils arrivent à leur fin, suivis par d'autres manifestants et trouvent la Maison blanche déjà évacuée⁶. Malgré les appels au calme des opposants devenus les nouveaux dirigeants autoproclamés, la situation devient alors totalement incontrôlable, et les pillages se succèdent tout au long de la nuit. La plupart des magasins sont pillés totalement, certains parce qu'ils appartiennent au clan Akaev, d'autres parce que liés à des intérêts étrangers (le supermarché *Beta Store* par exemple, tenu par des Turcs a été pillé et saccagé). La question de savoir qui a participé à ces pillages est assez difficile à résoudre précisément. Mais il s'agissait certainement en partie des fidèles d'Akaev. Ceux-ci cherchaient à décrédibiliser ce qui aurait encore pu être une révolution et une grande partie des habitants de Bichkek qui y ont vu l'occasion de gagner facilement de l'argent ou d'agréments leur intérieur sans trop de risque, étant donné le climat d'anarchie qui régnait dans la ville pendant la nuit. Cependant, la situation à Bichkek est revenue au calme assez rapidement, les pillages étant contrôlés dès le 25 mars au matin par la police et des milices civiles organisées par l'ancienne opposition. Les appels au calme de la part des nouvelles autorités et, en particulier par Bakiev, eurent au bout d'un moment un certain effet.

En quelque sorte, la révolution dans le Sud a été ainsi exportée à Bichkek, afin de concrétiser l'expérience révolutionnaire. Mais la capitale ne semble pas s'être rendue compte, au cours de la journée du 24 mars, ce qui était en train de se dérouler⁷. C'est comme si, le Sud du pays, beaucoup plus pauvre et souvent sous-représenté au gouvernement, s'était vengé du Nord, en imposant un changement de régime.

Une révolution populaire manipulée par l'opposition

Un enjeu majeur pour la compréhension de la révolution kirghize est de saisir le fonctionnement interne de cet événement, d'analyser le poids des différents acteurs, et de mettre en exergue leurs interactions. On peut d'ores et déjà différencier deux grands groupes d'acteurs ayant joué un rôle déterminant dans le déroulement de la révolution : les personnalités politiques opposées au pouvoir d'Akaev et la « foule » des révolutionnaires. Si cette différenciation peut paraître abusivement simplificatrice, elle constitue cependant un point important dans le processus d'analyse du printemps kirghiz.

Il convient donc en premier lieu de s'attarder quelque peu sur le rôle de l'opposition pendant la révolution, et pour cela avant tout de mettre en évidence une particularité primordiale de la vie politique kirghize et des allégeances politiques reposant sur des structures essentiellement claniques. Le clan, qui regroupe les membres d'une famille élargie, et les relations qui gravitent autour, est la cellule de base de la politique kirghize, en ce qu'il est autant le lieu des allégeances naturelles que celui des négociations et des décisions importantes. Considérant cette structure clanique et, par là même, l'importance du niveau local dans le processus de légitimation politique au Kirghizistan, il est plus aisé de comprendre pourquoi la révolution s'est déroulée au cours des élections parlementaires et non pendant les élections présidentielles, comme cela était prévu et attendu par les organisations internationales et par les services de renseignement internationaux, la CIA en premier lieu. L'élection parlementaire est en effet par essence le moment où les hommes politiques retournent dans leurs circonscriptions et retrouvent leurs bases locales. Il est alors beaucoup plus facile et efficace d'appeler à une protestation populaire face à des fraudes électorales prévisibles d'avance, d'autant plus que cela rentre en résonance avec les aspirations aux changements de la population. Pendant une élection présidentielle en revanche, le choix se fait sur des personnes pour lesquelles une grande majorité de la population ne ressent pas d'allégeance naturelle, ce qui rend alors la réponse à un appel à protester beaucoup plus incertaine. Le fait que,

dans toutes les circonscriptions, où les adversaires aux candidats officiels se sont faits débouter, les protestations aient été quasiment immédiates, révèle la finesse stratégique des opposants de ne pas avoir attendu les élections présidentielles pour dénoncer le pouvoir.

Se pose alors la question de savoir s'il y avait eu à l'avance des négociations entre les clans pour organiser les protestations, et plus fondamentalement de savoir si les opposants prévoyaient et souhaitaient aller jusqu'au renversement d'Akaev. En ce qui concerne la première interrogation, la simultanéité de la réaction populaire dans les différentes parties du pays, ainsi que l'organisation rapide et efficace des protestations permettent de penser que l'opposition avait déjà envisagé un tel scénario et s'était mise d'accord sur une conduite à suivre. D'autant plus que s'était tenu un « Kurultaï » — *meeting* politique de l'opposition pendant lequel les principaux opposants se rencontrent — peu avant les élections. Cependant, rien ne permet de penser que le but final prévu était, dès le départ, l'éviction d'Akaev et de son clan du pouvoir. Selon Alexis Malashenko, chercheur au Centre *Carnegie* à Moscou, qui a rencontré des représentants de l'opposition pendant les événements, « personne au sein de l'opposition kirghize ne prévoyait une révolution, (...) les discussions étaient centrées sur l'obtention de 30 % des sièges au Parlement⁸ ». Le glissement de la revendication légale à la révolution semble s'être fait de manière inattendue, sans que personne ne s'en rende compte. L'importance de l'impulsion donnée par Erkinbaev et ses hommes a cependant été non négligeable dans ce processus.

Si l'opposition a bien évidemment joué un rôle primordial dans la révolution en ce que c'est elle qui en a donné l'impulsion, et qu'elle a organisé, encadré et financé les manifestations, le rôle de la population n'a pas été moindre. La réaction de la population, qui n'attendait que la bonne occasion pour exprimer son mécontentement face à la dégradation de la situation économique et sociale du pays ne s'est en effet pas fait attendre pour répondre aux appels de l'opposition dénonçant les fraudes électorales.

Car, si les raisons politiques (fraudes électorales, craintes qu'Akaev ne se représente aux élections présidentielles prévues pour octobre) apparaissent comme les éléments déclencheurs des émeutes, tout comme leur prétexte, celles-ci ont des causes structurelles beaucoup plus fortes. La population qui a manifesté est descendue dans la rue avant tout en raison de la pauvreté endémique et de la corruption généralisée. Depuis la chute de l'URSS, le niveau de vie de la population a globalement stagné, voire diminué considérablement. Près de 40 % des Kirghiz vivent en dessous du seuil de pauvreté, aucune classe moyenne n'a pu se constituer et les écarts de

richesse ne cessent de se creuser. Cette pauvreté est accentuée par une corruption systémique sévissant non seulement à toutes les échelles de l'administration, mais aussi au sein de la plupart des services publics⁹, et qui fait remonter l'argent des couches les plus basses aux couches les plus aisées, à travers de multiples intermédiaires.

Si la population a réagi rapidement, elle n'a pas cependant répondu véritablement en masse et, seules, certaines catégories de la population ont participé directement aux protestations. Dans le Sud du Kirghizistan, ce sont principalement les habitants des campagnes, c'est-à-dire la part de la population la plus pauvre, qui ont manifesté. Les populations urbaines ont, en général, peu participé aux manifestations. Les étudiants, tout d'abord censés être les plus virulents, la force vive habituelle d'une révolution, n'étaient pas autorisés à descendre dans la rue, sur ordre des recteurs d'université — et donc sur ordre direct des autorités politiques — sous peine d'exclusion. Ainsi, les universités dans la ville d'Och ont-elles été fermées pendant près d'une semaine, et les étudiants renvoyés chez eux, mettant par la même en évidence la peur des autorités d'une révolte étudiante qui aurait pu accélérer leur chute. En outre, la majorité des habitants des villes ne voyait, soit pas de raisons de perdre du temps à manifester, soit réprouvait des émeutes qui auraient pu devenir incontrôlées. En revanche, les populations rurales¹⁰, plus volontaires pour un changement de gouvernement et plus faciles à manipuler politiquement, se sont assez bien mobilisées.

La réaction de la population n'a pas été naturelle, mais bien orchestrée et manipulée par l'opposition, qui y a vu un moyen de sa protestation. La population dans la rue a servi à la fois de fer de lance à la protestation puis au renversement d'Akaev, et de principe de légitimation du changement de pouvoir. Sans les manifestations, présentées après coup comme populaires et spontanées, l'opposition n'aurait jamais pu ni parvenir à renverser Akaev, ni prétendre à une quelconque légitimité internationale. Et le camp adverse, d'ailleurs, a essayé de décrédibiliser les manifestants et d'affaiblir la légitimité du changement de régime en organisant certains des pillages à Bichkek. Il s'agissait là de faire passer ceux qui avaient pris le palais présidentiel pour des vandales sans cause, et de décrédibiliser l'ancienne opposition arrivée au pouvoir en montrant son incapacité à gérer la crise.

Il y a donc eu une émulation mutuelle entre les manifestants et l'opposition. Déclenchées par cette même opposition, les protestations ont pris de l'ampleur ouvrant alors le règne des possibles politiques.

Une alternance en forme de révolution

Si l'on considère la définition donnée par Dominique Colas, dans le *Dictionnaire de la Pensée Politique*¹¹, une révolution est « une transformation délibérée, rapide, brutale et radicale d'une société ». Une révolution se définit donc autant par son déroulement que par les conséquences qu'elle engendre, les deux parties de la définition étant complémentaires et indispensables à la compréhension du phénomène. Cette distinction est tout à fait pertinente dans le cas du Kirghizistan. En effet, on peut envisager le printemps kirghiz comme un événement délibéré — du moins de la part de l'opposition —, rapide et à la rigueur brutal puisqu'il a vu une participation populaire assez importante, une prise du palais présidentiel et des émeutes. Cela lui donne alors l'apparence d'une révolution. Cependant, en aucun cas, il n'y a eu de changement radical, ni dans le fonctionnement de l'État, ni dans sa politique, ni dans la situation économique ou sociale du pays. Et il n'est pas possible de parler de renouvellement du personnel politique dirigeant puisque tous les nouveaux dirigeants sont des anciens membres de l'équipe d'Akaev. On ne peut dans ces conditions pas considérer la « révolution des tulipes » comme une réelle révolution.

Il s'agirait plus d'une tentative de révolution avortée, très vite transformée en une simple alternance. La volonté de la nouvelle classe politique au pouvoir de ne rien changer dans le fonctionnement du pays s'est très vite fait sentir et a été exprimée explicitement dès le retour au calme dans l'ensemble du pays. Bakiev, par exemple, alors qu'il n'était encore que Président et chef du gouvernement par intérim, a clairement annoncé qu'il n'y aurait aucun changement dans la politique étrangère kirghize et dans son positionnement international. De plus, bien que les élections parlementaires frauduleuses aient été le déclencheur des émeutes, et que pendant un temps, l'opposition ait demandé un nouveau scrutin, les nouvelles autorités ont choisi de ne pas dissoudre le Parlement nouvellement élu. Une brève analyse des déclarations politiques de l'après-24 février montre la volonté des autorités non seulement de rétablir l'ordre au plus vite, mais aussi d'établir leur légitimité sur la préservation des anciennes institutions. Les discours radicaux pendant les manifestations ont vite laissé la place à une inertie grandissante de la classe politique. Les réticences de Bakiev pour changer ou, du moins, amender la Constitution, sont à ce titre un exemple des plus révélateurs. Cette absence de réformes de structure a provoqué de vives oppositions de la part de certains députés qui souhaitaient, et souhaitent

toujours pour certains¹², non seulement la conduite de réformes de structure, mais aussi l'élection d'un nouveau Parlement.

La conduite des réformes est cependant freinée par les luttes de pouvoir et d'influence qui se trament aux plus hauts niveaux de l'État. Bakiev doit en effet batailler sur deux fronts : d'un côté, avec le Parlement qui est loin de lui être acquis et qui pousse pour une réforme de la Constitution en faveur d'un régime parlementaire et, d'un autre, avec son Premier ministre. Les tensions entre le président et le Parlement ne vont pas en s'amenuisant au vu de la récente crise entre le Président et le porte parole du Parlement (Tekebaev), poussé à démissionner après avoir publiquement insulté Bakiev. Celui-ci doit aussi composer avec son Premier ministre Felix Kulov avec qui les divergences se font de plus en plus sentir, à tel point qu'il est probable que le tandem éclate d'ici peu. Sur quasiment toutes les questions politiques, les deux hommes s'opposent, et les déclarations contradictoires ne cessent de révéler au grand jour leurs dissensions. Celles-ci sont encore plus visibles depuis que Bakiev a annoncé sa volonté de supprimer dans la prochaine Constitution le poste de Premier ministre, considérant comme inutile un exécutif bicéphale. Entre luttes d'influence et querelles de clans, le gouvernement kirghiz est donc souvent au bord de la paralysie, et même si Bakiev reste pour l'instant en position de force, son pouvoir est sans cesse questionné.

La thèse de la révolution est encore plus à remettre en question au vu des sentiments de la population, moins d'un an après le changement de pouvoir. À l'exception de quelques personnes haut placées, pour qui les manifestations populaires et l'espoir qu'elles ont porté, sont le signe d'une révolution, la majorité de la population envisage les événements de février et mars 2005 bien plus comme une simple alternance, quand ce n'est pas comme une imposture. Neuf mois après, le sentiment général est celui d'une inutilité du changement de pouvoir, voire parfois un regret face à une semaine d'activité économique perdue. Les réalités économiques et sociales ont repris le dessus sur l'espoir politique, et la vie a repris son cours normal, avec cependant un arrière-goût de désillusion. De plus, aucune trace physique n'est visible au Kirghizistan, des événements du printemps dernier. À l'exception d'un grand panneau dans les rues d'Och, déclarant « Faisons que notre révolution soit heureuse ! », toutes les marques des émeutes ont été effacées. La réouverture du supermarché *Beta Store*¹³ qui avait été complètement pillé et détruit pendant les émeutes à Bichkek est symbolique de ce retour à la normale.

Vers une nouvelle « révolution » ?

Au cours des entretiens ou des discussions que l'on peut avoir avec les Kirghiz, il est fréquent qu'ils évoquent, de manière spontanée, la possibilité d'une autre révolution dans des délais assez brefs. Que ce soit pour la dénoncer ou pour l'appeler de leurs vœux, une très large majorité des Kirghiz de toutes régions et de toutes conditions sociales estiment que la situation s'est tellement détériorée... Ils semblent être si déçus par les promesses non tenues et par un espoir trop rapidement désavoués, qu'ils prévoient un retour des protestations avec le retour des beaux jours¹⁴. Deux éléments principalement viennent accréditer l'hypothèse d'un retour à l'instabilité politique dans le pays : une amertume face à l'absence de changement qu'on retrouve au sein de la population comme parmi l'opposition, et une maturation politique de la population.

D'un point de vue purement politique tout d'abord, la nouvelle opposition est de plus en plus active. Deux partis politiques ont été créés depuis décembre 2005, les opposants se rencontrent régulièrement et sont de plus en plus exigeants dans les requêtes qu'ils envoient au gouvernement. De plus, le Kirghizistan connaît aujourd'hui une crise institutionnelle majeure, où les luttes de pouvoir entre l'exécutif et le législatif sont exacerbées au plus au point jusqu'à devenir de l'insulte publique¹⁵. Dans l'opposition, les plus actifs sont les chefs de files ayant participé activement à la « révolution des tulipes » mais qui voulaient, dès le début, des changements plus radicaux dans la politique du pays. Citons, par exemple, Rosa Otumbaeva. Ces opposants appellent encore aujourd'hui à des changements révolutionnaires.

Mais le signe le plus annonciateur d'une probable révolution à venir est sans nul doute la désillusion des Kirghiz face à la nouvelle équipe gouvernante. Le détournement de la révolution au profit de quelques personnalités a engendré une certaine rancœur chez les Kirghiz vis-à-vis du gouvernement et du président. L'espoir déçu pouvant être parfois plus dangereux, à contre coup, que l'absence d'espoir, il est possible, voire de plus en plus probable, que la population se réveille à nouveau pour rappeler à ses nouveaux dirigeants les buts de son action. En effet, lorsque l'on demande aux Kirghiz de toutes conditions sociales et de tous âges, quels ont été les points positifs du changement de pouvoir, la réponse qui revient fréquemment est la suppression du changement d'heure entre horaire d'été et horaire d'hiver, quand on n'entend pas dire qu'il n'y a eu aucune évolution positive du pays depuis l'arrivée de Bakiev. Cette anecdote est symptomatique du sentiment de la population d'avoir été trompée par le nouveau pouvoir, et la détérioration des conditions économiques et sociales

ne fait qu'aggraver ce sentiment. En un mot, le désenchantement face au changement de gouvernement et aux promesses d'amélioration n'a pas tardé à prendre le pas sur l'espoir de l'après-révolution. Ainsi, il est fréquent de rencontrer des Kirghiz, notamment des jeunes, appelant de leurs vœux une nouvelle révolution et se disant prêts à y prendre part. Une nuance souvent apportée à cette affirmation est qu'ils devraient cependant être payés ou tout au moins dédommagés pour participer à une action protestataire de la sorte : « Je suis prêt à participer à la prochaine révolution... si je suis payé¹⁶ ». Cette phrase, entendue à plusieurs reprises, plus ou moins formulée de la même manière, mais toujours avec le même sens, est intéressante à plusieurs niveaux. Elle révèle non seulement une désillusion totale face à la première « révolution » et aux évolutions récentes de la situation économique et sociale au Kirghizistan, mais aussi une implication dans la vie politique plus importante de la part des jeunes générations¹⁷, ainsi qu'une prise en compte du politique comme moyen de changement de la société. Elle renvoie également aux réalités locales, et rappelle que les Kirghiz ne peuvent se permettre le luxe de faire de la politique et de perdre ainsi du temps qu'ils utiliseraient autrement pour une activité lucrative. Peu de Kirghiz peuvent se permettre de « gaspiller » une semaine de travail pour « faire la révolution ».

Un autre argument appuie également l'hypothèse d'un retour à l'instabilité politique. Car si du point de vue de la situation du pays, l'alternance de 2005 n'a pas amené beaucoup de changements, un des grands apports de la « révolution des tulipes » s'est produit dans la conscience de la population, qui a vu l'éventail des possibles politiques s'élargir considérablement. Pour la première fois, en effet, la population a pris possession de l'espace public, et s'est ainsi rendue compte de la possibilité directe qu'elle avait de peser sur les évolutions politiques du pays. Préparée de longue date par l'action des ONG internationales¹⁸ et relayée par des militants d'action civique, la société civile a fait un pas en avant vers son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique et commencé à devenir un réel contre-pouvoir à l'État. Le renversement du pouvoir du président Akaev marque l'assimilation de cette conception toquevillienne de la société civile par la population, en même temps qu'une maturation des consciences politiques face à ses gouvernants. Il ne s'agit là bien évidemment que d'un premier pas, mais tout pousse à penser que les marques laissées par la chute de l'ancien président Akaev grâce à l'action de la population — première dans la région — sont bien ancrées et pourront resurgir lors d'une prochaine révolution.

Alternance bien plus que révolution, les événements de février et mars 2005 au Kirghizistan, ont néanmoins posé les bases d'une situation prérévolutionnaire dans le pays, voire au-delà du Kirghizistan. Car, en tant que premier événement de la sorte en Asie centrale, le printemps kirghiz a profondément marqué les esprits des dirigeants comme des opposants et de la population.

Les quelques particularités de l'alternance kirghize qui ont été ici mises en évidence amène un certain nombre d'interrogations, quant aux liens qu'entretiennent entre elles les trois « révolutions pacifiques ». À ce titre, une étude comparative mériterait d'être faite pour révéler leurs similitudes et leurs différences et d'établir s'il est pertinent ou non de bâtir un modèle d'étude de la « révolution de couleurs ». Une telle étude permettrait de savoir si l'on assiste véritablement à une « vague de démocratisation » dans les anciennes Républiques soviétiques.

NOTES

1. La Géorgie en 2003, avec le renversement de Chevardnadze lors de la « révolution des roses », l'Ukraine en 2004 lors de la très médiatique « révolution orange », et le Kirghizistan en mars 2005.
2. Cette étude s'appuie sur des recherches effectuées au Kirghizistan en décembre 2005, principalement dans les villes d'Och, de Jalal-Abad et de Bichkek.
3. Le pouvoir avait d'ailleurs pris des dispositions pour empêcher toute révolte populaire, en limitant par exemple le droit de réunion par un décret promulgué le 11 janvier 2005 exigeant que tout rassemblement soit déclaré dix jours à l'avance aux autorités locales.
4. Le Mouvement du peuple, kirghiz présidé de fait par Kurmanbek Bakiev fondé en septembre 2004, et le parti *Ara-Jurt* apparu en décembre 2004 par certaines figures majeures de l'opposition, dont Rosa Otumbaeva ou Omurbek Tekebaev
5. Le premier tour s'est tenu le 17 février, et dès cette date, des manifestations ont eu lieu, en particulier à Jalal-Abad, fief d'origine de Bakiev, et ville particulièrement militante.
6. Nom du palais présidentiel à Bichkek.
7. Un chauffeur de taxi à Bichkek raconte par exemple n'avoir absolument rien vu ni rien compris à ces événements : « Le matin, Akaev était au pouvoir et tout était normal, puis le soir c'était le pillage dans les rues et le palais présidentiel était déserté ».
8. Cité par : Jeremy BRANSTEN, «Kyrgyzstan: Was 'Revolution' a worthy successor to Rose and Orange ? (Part III)», *Free Europe/Radio Liberty*, 8 April 2005.
9. Face à la faiblesse de leurs salaires, la plupart des professeurs et des médecins font en effet payer leurs services censés être gratuits. Pour avoir un diplôme, voire

l'intégralité des cours, comme pour être sûr d'être convenablement soigné, il faut généralement se soumettre à la corruption dans le sens où on l'entend en Asie centrale, c'est-à-dire de rétribution non légale d'un service rendu.

10. Il serait à ce titre intéressant de mener des recherches approfondies auprès des populations rurales afin de déterminer leurs motivations et de préciser l'importance de leur action.

11. Dominique COLAS, *Dictionnaire de la pensée politique*, Paris, Larousse, 1997, p. 296.

12. Certains députés demandent ainsi toujours la tenue de nouvelles élections parlementaires, estimant que la nouvelle Assemblée comme étant toujours illégitime.

13. L'inauguration en grande pompe du nouveau *Beta Store* a été, à Bichkek, un événement de premier plan, suivi par les médias. Des centaines d'habitants de la capitale ont assisté à l'événement, comme pour marquer symboliquement ce retour à la normale, et seul le discours du directeur précisant avec humour que tout était payant rappelait les émeutes du 24 mars.

14. En voyant le prix des pommes de terre, qui avait déjà atteint en décembre, les prix de plein hiver, un chauffeur de taxi réagit de la sorte : « Cet hiver va être très difficile si les prix continuent à augmenter. Mais il est certain que dès le retour du printemps, les gens vont de nouveau protester contre l'inflation et le gouvernement qui ne fait rien contre ça ».

15. Au cours d'une interview télévisée, Tekebaev, porte-parole du gouvernement, a traité Bakiev de « chien » et lui a conseillé de se pendre au premier arbre venu, ce qui a conduit à sa démission après deux semaines d'intenses tractations politiques.

16. Fait surprenant mais assez révélateur de l'état d'esprit de la population, on peut entendre cette position dans le Nord comme dans le Sud du pays, sans que l'habituelle différence entre les deux régions ne se fasse sentir.

17. Parmi les auteurs de cette phrase, aucune en effet n'ont participé directement et activement aux événements du printemps 2005.

18. Voir en particulier : Laetitia ATLANI-DUAULT, « La révolution "spontanée" a été préparée de longue date par les organismes internationaux. ONG à l'aide du Kirghizistan », *Libération*, 31 mars 2005. Voir aussi : Aleksandr KNJAZEV, *Gosudarstvennyj perevorot 24 marta 2005 g. v Kirgizii* [Le Coup d'État du 24 mars 2005 en Kirghizie], Bichkek, Izd. 2-e, Izd. Obščestvennyj fond Aleksandra Knjazeva, 2006.